

ALLOCATIONS FAMILIALES: LE PRÉSIDENT DE L'AVIQ JUGE "DANGEREUSES" LES POSITIONS D'AKT

Le président de l'Aviq, Antoine Tanzilli, réfute le constat du patron d'AKT. Outre des problèmes de méthodologie qu'il pointe dans la démarche d'AKT, il défend le rôle des allocations familiales dans le revenu des ménages.



A l'heure où les ministres du gouvernement wallon MR-Engagés cherchent à faire des centaines de millions d'économies, les organisations se pressent pour faire du lobbying et défendre leurs subventions.

L'Union des entreprises à profit social (Unipso) rappelait la semaine dernière que leur secteur est un maillon important de l'économie wallonne. "Avec **environ 230.000 emplois durables et ancrés dans les territoires**, il constitue le premier secteur d'emploi wallon." Or, "ce que l'on économise sur une ligne budgétaire peut coûter davantage ailleurs. Quand un service réduit son activité, le besoin, lui, ne disparaît pas: il se reporte sur les familles", assure l'Unipso en pointant l'exemple d'une crèche où "un licenciement faute de moyens a conduit à réduire ses heures d'ouverture. Pour certains parents, cela signifie adapter leurs horaires de travail, trouver une solution payante ou, parfois, renoncer à un emploi."

"Lorsqu'on regarde l'évolution des budgets régionaux sur les dix dernières années (de 2016 à 2026), corrigée de l'inflation, on constate que **la Wallonie a continué à augmenter ses dépenses dans plusieurs domaines parfaitement légitimes**: la santé, le handicap, les transports publics, le logement, l'environnement, ou encore les pouvoirs locaux", soulignait **Frédéric Panier**, le CEO d'AKT dans L'Echo cet été. Plus récemment, chez nos confrères du Soir, le patron des patrons s'étonnait que la Wallonie ait des allocations familiales en moyenne plus élevées de 300 à 450 euros par enfant qu'en Flandre.

AKT critique par ailleurs le **manque de transparence publique dans le budget de l'Aviq** (l'Agence pour une vie de qualité) qui gère également le versement des allocations familiales.

L'Aviq y voit de la légèreté

En suggérant à demi-mot au gouvernement d'aller **chercher ses économies dans les budgets des allocations familiales** et, plus largement, dans ceux de l'Aviq, au motif qu'ils ont explosé en dix ans, Frédéric Panier a fait bondir **Antoine Tanzilli. Le président du conseil général de l'Aviq y voit à tout le moins de la légèreté.**

"**Je critique cette sortie sur la méthode**, sur ses **propos** et sur la **présentation de certains chiffres**. Dire que les budgets de l'Aviq (environ 6 milliards d'euros, dont 3 milliards pour les allocations familiales, NDLR) ont explosé en dix ans n'est pas correct. Si on retire le financement de la construction de nouveaux hôpitaux, l'indexation des salaires dans les institutions qui dépendent de l'Aviq (comme les maisons de repos, NDLR) et les accords du non-marchand pris afin de revaloriser les soins de santé après le covid, **le budget a à peine augmenté** de 2,4% par an.

On ne peut pas, d'un côté, se réjouir de la construction de nouveaux hôpitaux pour le secteur de la construction et, de l'autre, venir dire que l'Aviq dépense trop", explique-t-il.

Sur d'éventuelles économies à faire, le président de l'Aviq rappelle que son institution a fait les efforts demandés par le gouvernement. **"En 2029, nous serons à 80 millions d'économies récurrentes par an.** Nous avons 900 personnes qui travaillent à l'Aviq. Nous allons diminuer ce nombre de 10% en cinq ans. Alors, **venir dire que l'Aviq a été préservée et ne fait pas d'économies, c'est méconnaître le dossier,** d'autant que les fédérations patronales siègent au conseil général de l'Aviq. **Notre budget est par ailleurs scruté par Wallonie Finances Expertises et notre trajectoire par la Cour des comptes.** Leurs analyses montrent que la dynamique de l'Aviq est globalement maîtrisée et explicable. Cela fait des mois que ces trajectoires sont travaillées, documentées et arbitrées, notamment avec le gouvernement. Alors, arriver en plein conclave avec un constat partiel et en déduire qu'il suffit d'aller chercher des centaines de millions dans ces budgets, **c'est à la fois amateur dans la méthode et dangereux dans ses conséquences."**

Quant aux allocations familiales, plus généreuses en Wallonie, Antoine Tanzilli nuance la situation et estime que le patron d'AKT livre un constat biaisé. **"La Flandre a fait le choix de ne plus indexer ses allocations familiales.** On parle d'une différence de 10 euros par mois. Les suppléments sociaux sont par ailleurs plus généreux en Flandre", souligne-t-il, en rappelant que cet argent — on parle d'un budget de 3 milliards d'euros — va aux ménages. **"Il s'agit d'argent qui fait tourner la machine économique et qui fait vivre les entreprises.** Diminuer les allocations, c'est diminuer le revenu net des ménages."